

# **ASSEMBLEE DE CORSE**

**1 ERE SESSION ORDINAIRE DE 2019**

**REUNION DES 21 ET 22 FÉVRIER 2019**

**RAPPORT DE MONSIEUR  
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**APPROBATION DU PROTOCOLE DE TRANSACTION  
A CONCLURE AVEC LA SOCIETE CORSE POIDS LOURDS**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission des Finances et de la Fiscalité

## RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

La Collectivité de Corse est venue aux droits du Département de Haute-Corse, du Département de la Corse-du-Sud, et de la Collectivité Territoriale de Corse, en application de l'article L.4421.2 du CGCT qui dispose « la Collectivité de Corse est substituée à la Collectivité Territoriale de Corse et aux départements de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse dans tous leurs biens, droits et obligations, ainsi que dans toutes les délibérations et actes pris par ces derniers ».

Concernant les éléments de fait et de droit objets du présent rapport, il a été constaté par les services de la Collectivité de Corse, qu'en l'absence de marchés publics effectifs relatifs au fonctionnement des garages, l'ex Département de la Haute-Corse avait recouru, afin d'assurer la continuité du service public, notamment pour le SDIS de la Haute-Corse avec lequel la Direction des garages est mutualisée, à des prestations avec un certain nombre de sociétés, dont la société Corse Poids Lourds.

Instruction a donc été donnée de régulariser cette situation, après sensibilisation de la Préfecture, d'une part en procédant au paiement des sommes dues au titre des factures correspondant à des prestations dûment effectuées, d'autre part en passant des marchés publics aussi vite que possible pour que la continuité du service s'effectue dans un cadre juridiquement sécurisé.

Concernant la Société Corse Poids Lourds, cette société a assuré la prestation dont paiement est demandé à savoir des travaux d'équipement du camion de la flotte du SDIS 2B immatriculé 6605 HE 2B ; Or la facture correspondante n° CPL500873 qui s'élève à la somme totale de **70 565,76 € Hors Taxes**, soit **84 678,61 € Toutes Taxes Comprises**, ne pouvait être réglée.

Cette somme ne peut être réglée par paiement direct, en l'absence de marché public.

Par courrier en date du 12 novembre 2018, la Société CORSE POIDS LOURDS a mis en demeure la Collectivité de Corse venant aux droits du département de la Haute-Corse auquel elle est substituée.

La Collectivité de Corse est exposée à des poursuites en cas de non-paiement des prestations figurant sur la facture N° CPL 5008873.

Les parties ont dès lors convenu de recourir à la voie transactionnelle prévue par les articles 2044 et suivants du Code Civil afin de solder la somme à payer, et de donner un fondement juridique au paiement envisagé.

La Collectivité de la Corse et la Société CORSE POIDS LOURDS ont manifesté la volonté de mettre un terme à toute contestation née ou à naître sur la somme due.

La Collectivité de Corse, pour sa part, certifie le service fait et l'utilité à la continuité du service public des prestations dont il est réclamé paiement.

En conséquence, il vous est proposé :

- D'approuver le contrat de transaction à conclure avec la Société CORSE POIDS LOURDS tel que figurant en annexe ;
- De m'autoriser à signer l'ensemble des actes à intervenir.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.